

# **BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR INFORMATIQUE DE GESTION**

**SESSION 2009**

**SUJET**

**ÉPREUVE E3 : ÉCONOMIE – DROIT**

*Épreuve commune aux deux options*

**Durée : 4 heures**

**coefficient : 3**

**CALCULATRICE NON AUTORISÉE POUR CETTE ÉPREUVE**

**Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.  
Le sujet comporte 6 pages, numérotées de la page 1/6 à 6/6.**

## SUJET

Ce sujet comporte deux parties indépendantes :

- dans la première partie, vous effectuerez un travail méthodologique à partir d'une documentation économique et juridique.
- dans la deuxième partie, vous présenterez un développement structuré à partir de vos connaissances et de votre réflexion.

<b>PREMIÈRE PARTIE : TRAVAIL MÉTHODOLOGIQUE – (12 points)</b>
---

### 1. Étude d'une documentation juridique - Documents 1 et 2 - (8 points)

- a) Analyser la décision de justice rendue par la Cour de cassation le 9 juillet 2008 -document 1. (6 points)

*À partir des documents 1 et 2, répondre aux questions suivantes en justifiant vos réponses :*

- b) Un salarié peut-il crypter son poste informatique ? (1 point)
- c) Un employeur peut-il consulter tous les fichiers et dossiers enregistrés sur le poste informatique de ses salariés ? (1 point)

### 2. Étude d'une documentation économique - Document 3 - (4 points)

- a) Identifier et expliquer les causes de l'augmentation du déficit du commerce extérieur de la France en 2007.
- b) Exposer les faiblesses structurelles des entreprises françaises.
- c) Caractériser la spécificité du commerce extérieur allemand.

<b>DEUXIÈME PARTIE : DÉVELOPPEMENT STRUCTURÉ – (8 points)</b>
---

L'intégration des technologies de l'information et de la communication conduit-elle à repenser l'activité commerciale de l'entreprise ?

## **Document 1 : Cour de cassation, chambre sociale, arrêt du 9 juillet 2008 (extraits)**

### **Franck L. / Entreprise Martin**

Attendu, selon l'arrêt attaqué que M. Franck L., engagé le 1er juillet 1991 par la société Martin en qualité d'ingénieur, est devenu responsable de production et de contrôle informatique ; qu'il a été licencié pour faute grave le 24 février 2004 ;

Sur le premier moyen :

Attendu que M. Franck L. fait grief à l'arrêt d'avoir jugé son licenciement fondé sur une faute grave, alors, selon le moyen :

1° qu'il résulte de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de l'article 9 du code civil, de l'article 9 du code de procédure civile et de l'article L.120-2 du code du travail que le salarié a droit, même au temps et au lieu de travail, au respect de l'intimité de sa vie privée ; celle-ci implique en particulier le secret de ses communications ; que l'employeur ne peut dès lors sans violation de cette liberté fondamentale prendre connaissance des sites Internet consultés par le salarié grâce à un outil informatique mis à sa disposition pour son travail ; qu'en l'espèce, la cour d'appel retient, pour décider que le licenciement de M. Franck L. est justifié par une faute grave, notamment que le salarié a utilisé l'outil informatique mis à sa disposition par l'employeur à des fins personnelles et abusives ; qu'elle s'est fondée pour établir ce comportement sur les sites Internet consultés par le salarié, ce que l'employeur a découvert en inspectant l'ordinateur mis à la disposition du salarié par la société ; qu'en statuant ainsi, la cour d'appel viole les textes susvisés ;

2° qu'en toute hypothèse, il résulte de ces mêmes textes que, sauf risque ou événement particulier, l'employeur ne peut rechercher les sites Internet consultés par un salarié en inspectant le disque dur de l'ordinateur mis à sa disposition par la société qu'en présence de ce dernier ou celui-ci dûment appelé ; qu'en l'espèce, la cour d'appel, pour déclarer la faute grave de M. Franck L. établie, se fonde sur le contrôle effectué à l'insu du salarié par la direction de l'entreprise Martin sur le disque dur de son ordinateur et sur une expertise effectuée également en l'absence du salarié ; qu'en statuant ainsi, la cour d'appel viole les textes susvisés ;

Mais attendu que les connexions établies par un salarié sur des sites Internet pendant son temps de travail grâce à l'outil informatique mis à sa disposition par son employeur pour l'exécution de son travail sont présumées avoir un caractère professionnel de sorte que l'employeur peut les rechercher aux fins de les identifier, hors de sa présence ; que le moyen n'est pas fondé ; [...]

Par ces motifs, rejette le pourvoi ;

*www.legalis.net*

## **Document 2 : Cour de cassation, chambre sociale, arrêt du 18 octobre 2006 (extraits)**

### **Jérémy L.F. / Techni-Soft**

Attendu que Jérémy L.F. a été engagé le 2 octobre 2000 par la société Techni-Soft en qualité d'attaché technico-commercial, par contrat à durée déterminée de six mois qui s'est poursuivi en un contrat à durée indéterminée ; que le 28 février 2002, il a été licencié pour faute grave ayant notamment consisté à empêcher l'accès à ses dossiers commerciaux sur son poste informatique de travail ; que, contestant son licenciement, il a saisi la juridiction prud'homale le 12 avril 2002 ;

Attendu que le salarié fait grief à l'arrêt attaqué (Rennes, 21 octobre 2004) d'avoir dit son licenciement fondé sur une faute grave, en violation de l'article L 122-14-3 du code du travail ;

Mais attendu que les dossiers et fichiers créés par un salarié grâce à l'outil informatique mis à sa disposition par son employeur pour l'exécution de son travail sont présumés, sauf si le salarié les identifie comme étant personnels, avoir un caractère professionnel de sorte que l'employeur peut y avoir accès hors sa présence ; que la cour d'appel, qui a constaté que Jérémy L.F. avait procédé volontairement au cryptage de son poste informatique, sans autorisation de la société faisant ainsi obstacle à la consultation, a pu décider, que le comportement du salarié, qui avait déjà fait l'objet d'une mise en garde au sujet des manipulations sur son ordinateur, rendait impossible le maintien des relations contractuelles pendant la durée du préavis et constituait une faute grave ; que le moyen n'est pas fondé ;

Par ces motifs, rejette le pourvoi ;

[www.legalis.net](http://www.legalis.net)

## **Document 3 : L'entreprise France perd du terrain**

Le déficit du commerce extérieur français s'est élevé à 39,2 milliards d'euros en 2007. Nettement au-dessus des 32 milliards prévus initialement par le ministère de l'économie. Dans un pays toujours enclin à se comparer à son voisin d'outre-Rhin, le résultat est humiliant : confrontée aux mêmes contraintes - prix du pétrole élevé et vive appréciation de l'euro -, l'Allemagne a réalisé un excédent record de 175 milliards d'euros !

Ce mauvais résultat est-il pour autant dramatique ? Rappelons tout d'abord que les exportations françaises ont atteint 400 milliards d'euros en 2007, ce qui relativise le montant du déficit. D'autant que notre balance des comptes courants, celle qui inclut également les services, n'est, elle, en déficit que de 15 milliards, soit à peine 1,3 % du produit intérieur brut (PIB), grâce en particulier aux importantes rentrées liées au tourisme. On reste donc loin des déficits britannique (3,4 % du PIB) ou espagnol (8,9 %), sans parler de celui des États-Unis (750 milliards de dollars, soit 5,5 % du PIB).

Rien d'alarmant donc, d'autant que, grâce à l'euro, ce déficit n'impose aucune contrainte de politique économique au gouvernement. [...]

### **Le poids limité de l'euro**

Contrepartie de cette indifférence au déficit commercial permise par l'euro : le taux de change de notre monnaie ne dépend plus de la situation spécifique de l'économie française mais de l'appréciation portée par les marchés sur celle de l'ensemble de la zone euro aujourd'hui, globalement en excédent. Résultat : nos industriels doivent aujourd'hui vivre avec un euro au taux de change particulièrement élevé vis-à-vis du dollar et des monnaies asiatiques. Cela permet certes de réduire la facture pétrolière mais diminue de fait la compétitivité-prix de nos produits sur les marchés tiers.

Il ne faut cependant pas exagérer le poids du taux de change dans nos difficultés présentes. La France réalise en effet 50 % de son commerce avec ses partenaires de la zone euro, l'explication des déficits et des excédents des uns et des autres doit donc également être cherchée dans les choix de politique économique réalisés par les différents pays de la zone euro. Certains pays, à croissance soutenue, vivent en quelque sorte au-dessus de leurs moyens, comme l'Espagne, tandis que d'autres, à l'inverse, compriment leurs coûts salariaux pour gagner en compétitivité, comme l'a fait l'Allemagne depuis dix ans. Ce qui lui permet d'accumuler des excédents vis-à-vis de ses partenaires. De ce point de vue, la France est dans une situation moyenne, avec une croissance molle, malgré une consommation soutenue et un déficit extérieur finalement assez limité.

La macroéconomie suffit-elle pour autant à expliquer le décrochage français ? Comment se fait-il que le solde commercial hexagonal se soit progressivement dégradé ces dernières années alors que la balance extérieure française était encore excédentaire de 1,3 milliard d'euros en 2003 ? La hausse de la facture énergétique ne doit pas être minimisée : alors qu'elle s'élevait à 23 milliards d'euros en 2003, elle a atteint 45 milliards en 2007, un quasi-doublement en dépit de la montée de l'euro. Au-delà, les positions des produits "*made in France*" ont effectivement reculé chez nos partenaires. Ainsi, le déficit bilatéral avec l'Allemagne a atteint 19 milliards d'euros en 2007, contre 10 en 2003, pour des raisons en grande partie liées à la baisse des exportations automobiles vers ce pays.

### **Perte de terrain**

Si le constat macroéconomique n'a en lui-même rien d'alarmant, la dégradation des échanges commerciaux traduit donc un net affaiblissement du territoire français comme base de production industrielle. Un résultat qui tranche avec ceux des grandes multinationales françaises qui connaissent une croissance soutenue via le développement de leurs activités à l'étranger<sup>1</sup>. Non seulement les constructeurs automobiles français se sont développés, par exemple à l'étranger pour conquérir des marchés (tels PSA en Chine ou Renault en Roumanie), mais une part croissante des véhicules vendus en France [...] par nos "champions nationaux", est désormais importée. S'agissant de l'automobile, le renouvellement de la gamme des constructeurs automobiles hexagonaux devrait cependant permettre de revenir à une situation plus équilibrée en 2008 et 2009.

Enfin, l'aggravation du déficit commercial a fait revenir dans le débat les vieilles interrogations sur les faiblesses structurelles de l'offre française. À commencer par un positionnement de milieu de gamme qui peine à concurrencer les pays dits à forte compétitivité hors prix, comme l'Allemagne, et subit de plein fouet la montée de l'offre issue des pays d'Europe centrale et orientale et, bien entendu, des pays émergents.

Autre raison avancée : la faiblesse des très nombreuses petites entreprises françaises, faiblement exportatrices, à la différence des entreprises moyennes allemandes qui exportent des biens de consommation et d'équipements dans le monde entier.

Reste que ce constat n'est pas nouveau et qu'il ne peut être changé du jour au lendemain. Ce n'est pas seulement parce que les PME françaises sont trop petites qu'elles n'exportent pas, c'est aussi parce qu'elles sont souvent spécialisées dans des activités de sous-traitance qui s'adressent à des marchés de proximité. Cela n'empêche cependant pas la France de figurer toujours dans le peloton de tête des nations industrielles, par la diversité de son tissu industriel et par ses compétences technologiques. Même s'il lui faut sans doute faire aujourd'hui un sérieux effort pour conserver sa place dans un monde où la concurrence se durcit.

*D'après Alternatives économiques - Philippe Frémeaux - n° 267 - mars 2008*

---

<sup>1</sup> *Le solde net des transferts de profit (rapatriements moins départs) est positif de 25 milliards d'euros.*